

INTERVIEW D'ALAIN LIPIETZ
POUR LA CIMADE

Q Peux-tu expliquer la nouvelle division du travail ?

A.L. La division du travail a changé. Pendant la période classique, le capitalisme a eu besoin de matières premières du Sud qui n'existaient pas au Nord, y compris de sa force de travail, et le Sud a été un débouché pour le surplus de sa production. La thèse classique de l'impérialisme disait alors que "le Nord ne veut pas d'un développement du Sud car cela gênerait ses exportations".

En 1945, le Nord a stabilisé un modèle de développement appelé "fordisme", qui résolvait ses problèmes internes, provisoirement. Croissance de la productivité du travail, et croissance du pouvoir d'achat des populations du Nord -ce que la thèse léniniste excluait- d'où le "compromis social-démocrate". Celui-ci est entré en crise pour des raisons sociales et techniques, que le patronat a d'abord combattu par la recherche de main d'oeuvre à bon marché. Nous eûmes donc recours à l'immigration, puis à la délocalisation des usines vers la périphérie proche puis lointaine.

Mais ne voir cette industrialisation que du point de vue du Nord est une illusion. Il faut, pour que cela marche, des conditions sociales et politiques internes à certains pays du Sud. Tous les pays du Sud ne sont pas bons à prendre pour la délocalisation. Il faut que des élites, un Etat fort, et même un système hégémonique, y compris incluant une partie des masses populaires des pays du Sud, jouent la carte de cette délocalisation industrielle, y compris pour leur propre compte, qu'ils empruntent pour investir de façon à produire des biens manufacturés à exporter vers le Nord, mais aussi à consommer sur place. Et ceci n'a pas été possible partout, les conditions objectives n'étant pas toujours remplies. Les causes internes au Sud de ce développement sont donc les principales.

Q Peux-tu nous dire quelle analyse de la crise chez nous tu fais ?

A.L. Il y a d'abord la crise du modèle productif fondé sur le taylorisme, la division extrême du travail. Et puis cette adéquation entre la croissance de la production et la croissance de la consommation de la masse reposait sur des bases nationales, sur des compromis sociaux, même très conflictuels. C'est particulièrement net en France. Si l'on analyse les années 50, 60, 70, on a l'impression de deux blocs qui s'affrontent, mais en même temps ils passent toujours des compromis, toujours de même type: reverser aux travailleurs le fruit des gains de productivité, donc augmenter la consommation, et par là la production, et par ailleurs élargir la sécurité sociale, donc l'Etat providence. Ceci est mis en crise par l'internationalisation de la production, y compris par le "fordisme périphérique", c'est-à-dire l'extension partielle du modèle à des pays du Sud.

Il y a impossibilité de maintenir le compromis social sur des bases internes alors que le marché s'internationalise. Par exemple dans le textile. Le fordisme ne peut pas marcher, s'il y a le libre échange, et si tous les pays ne font pas le même compromis (comme le Marché Commun l'avait fait pendant les années 60). Ceci suffit largement à expliquer la stagnation des pays de l'Europe, alors que les pays plus protectionnistes comme les Etats Unis et le Japon peuvent étendre leur marché intérieur. Mais c'est surtout un problème extrêmement brulant entre le Nord et le Sud, avec des questions particulièrement difficiles pour les intellectuels et les syndicalistes. Faut-il être protectionniste vis-à-vis des pays du Sud qui nous font concurrence ? Pas vis-à-vis des Pays Moins Avancés; eux ne sont pas insérés dans des rapports de ce type avec le Nord. Mais la question est posée pour les "N.P.I.", y compris dans l'agriculture, car il y a des productions agro-alimentaires qui reflètent le même type de développement.

Q Comment cela se pose t il du point de vue militant ?

A.L. De deux points de vue. Au Nord: comme une contradiction entre le producteur et le consommateur. Pour le salarié, il y a une concurrence sur l'emploi extraordinairement grave, qui menace tout ce qu'avaient été les conquêtes sociales depuis que le capitalisme existe, fondées sur l'idée qu'une conquête sociale qui ne devient pas obligatoire pour tout le monde est une conquête perdue (par exemple, l'interdiction du travail des enfants, pour laquelle les syndicalistes demandaient l'aide des inspecteurs du travail, ou la journée de 8 h). Donc, d'une certaine façon, rétablir le libre échange avec des pays tout aussi compétitifs d'un point de vue technique, mais où la situation du travailleur est celle du XIX siècle, revient en fait à admettre qu'il y ait des "jaunes" qui travaillent en dehors des conventions collectives, et qui cassent le marché du travail. Du coup, les salaires tendent à s'aligner sur le coût salarial le plus bas, donc celui de la Corée. C'est une catastrophe macro-économique mondiale, c'est un problème fondamental en ce qui concerne la sortie de la crise. Nous avons encore eu de la croissance durant les années 70, mais elle aurait pu être beaucoup plus forte si les salaires avaient augmenté au Sud.

Mais le même salarié syndicaliste du Nord, lorsqu'il sort de sa réunion, va acheter du matériel électronique ou des jouets qu'il ne peut acquérir que parce qu'ils sont produits dans des conditions de super-exploitation dans le Sud. Donc nous avons la contradiction entre un syndicaliste protectionniste et un consommateur libre échangiste, qui traverse la même personne (exemple : l'Allemagne, où le DGB est libre échangiste, et certaines de ses branches protectionnistes).

Au Sud le problème est inverse. Pour un travailleur du Sud, il est possible que certaines industries exportatrices soient les plus avancées socialement (exemple: l'automobile au Brésil) et les autres en tous cas créent des emplois. Donc les syndicalistes et les intellectuels sont souvent libres échangistes. Pourtant certains syndicalistes pensent tout de même que la création de ce type d'emplois risque de leur retomber sur le nez -c'est net dans le domaine agricole, où des modèles alternatifs sont évidents, alors que le capitalisme agricole, avec le salariat, achève de détruire ce qui existait de véritable paysannerie. Mais si l'on

trouve ce syndicalisme opposé au modèle capitaliste, dans la plupart des cas, il n'existe pas plus que les modèles alternatifs.

Il faut donc essayer de dessiner une stratégie commune aux syndicalismes du Nord et du Sud, pour dire: <<Il faut utiliser l'arme éventuelle du protectionnisme du Nord au service des luttes sociales dans le Sud, donc réclamer des traitements différentiels du Nord à l'égard de la situation différenciée dans le Sud en matière de niveau de vie, de droits syndicaux et démocratiques>>. Par exemple: les Paysans Travailleurs de France disent qu'il faut taxer à 100% les importations de soja pour redévelopper en Europe une culture au sol, les taxes servant à financer un fond d'aide à une agriculture autosuffisante au Sud.

Q On constate que le capitalisme est en crise, et paradoxalement les libéraux ont le vent en poupe ?

A.L. Il ne faudrait pas exagérer, ils l'ont eu il y a 2 ans. Ceux qui ont des problèmes sont effectivement les keynésiens, ceux qui ont plaidé pour le compromis social-démocrate. Ils ont été hégémoniques au début des années 70 (Nixon disait "Nous sommes tous keynésiens", Chirac et Giscard disaient "nous sommes sociaux démocrates" etc...). A l'époque tout le monde considérait que plus d'Etat développait plus de rationalité. C'est cette vision des choses qui est entrée en crise, à cause de la crise du modèle lui même sur laquelle elle était assise, le fordisme. A partir du moment où cette vision sociale-démocrate des choses (intérêts commun du salariat et du patronat, pour l'industrialisation et l'augmentation du pouvoir d'achat) n'a plus fonctionné, il s'est créé une sorte de vide, et ce vide pour le capitalisme ne peut être occupé que par le libéralisme. L'Etat ne sachant plus gérer la croissance, l'entreprise va bien y arriver !

Q Pourquoi le PS a-t-il emboité le pas ?

A.L. Le PS français, comme le Parti Démocrate américain, représente une espèce d'artichaut. Il ne faut jamais imaginer un parti comme le représentant ni d'une seule classe, ni même d'une seule stratégie

d'alliance de classes, mais comme composé de plusieurs stratégies sous l'hégémonie de l'une d'elles. Le coeur du PS c'est le modernisme qui, dans les années 70, était fondé sur le keynésianisme. Lors de la crise, les autres aspects ont pu se développer. On a vu fleurir l'aile productiviste libérale ("il faut être moderne, donc que les entreprises se développent, même si dans un premier temps les travailleurs n'en bénéficient pas"). Ils se croient sincèrement de gauche ("il faut être contre les rentiers et pour les profits réinvestis"). Cette tendance l'a emporté au PS. Mais il y a toujours, dans ce parti, les tenants de la sociale-démocratie, ainsi que des alternatifs qui disent qu'il est important d'attaquer les rapports capitalistes à la racine... Mais l'ambiguïté est consubstantielle à l'idéologie socialiste, moderniste et productiviste.

Q Tu as conduit lors des législatives de mars une liste "Verts, autogestionnaires, et alternatifs". Comment analyses-tu les résultats, qui ne sont pas très forts ? Penses-tu qu'il faille continuer dans la voie que tu as commencé à tracer ?

A.L. Certainement. Revenons à l'analyse de la crise du fordisme. Face à elle, l'emporte aujourd'hui le modèle libéral-productiviste. C'est-à-dire qu'on laisse aux entreprises le soin de trouver un modèle de redémarrage de la production. Avec une variante de Gauche qui espère qu'il y aura des retombées, des miettes sur les travailleurs, et une variante de droite: "vive les forts, à bas les faibles" (la variante californienne), et avec une variante originale, celle du Japon: le mythe de l'entreprise ciment d'un consensus qui jouerait le rôle du nationalisme. Face à l'échec du modèle social démocrate, et à la montée du modèle libéral-productiviste, il faut opposer le modèle alternatif. Il aura, par rapport à la crise des années 70, la même valeur radicale et réformatrice que la sociale-démocratie des années 30 face à la crise du capitalisme des années 20. Il faut proposer une alternative qui ne soit pas une utopie, acceptable par ceux qui veulent améliorer le capitalisme,

mais aussi dans l'axe d'une transformation plus radicale des rapports sociaux. C'est toujours comme cela que l'Histoire avance: il faut que ceux qui veulent retaper l'ancien puissent se rallier à ceux qui veulent vraiment s'en débarrasser.

Comment définir l'alternative ? Tenons-nous en ici à l'aspect "économiste" (bien que l'alternative soit aussi féministe, écologiste, contre le surarmement, etc...). Ce modèle ne doit pas, au niveau international, mettre en concurrence les pays, les classes travailleuses, ceci c'est la condition de tout. Au niveau interne, il implique des gains de productivité non plus fondés sur la division entre ceux qui pensent et ceux exécutent, mais au contraire une implication directe des travailleurs dans le processus d'élaboration de la production, en échange d'un contrôle sur les gains de productivité, un développement du temps libre, le choix de technologies selon des critères écologiques. Il faut par ailleurs une réforme de ce qu'a été l'Etat providence, compris dans les années 60 comme une forme de solidarité uniquement administrative et financière. Il faut au contraire subventionner des formes alternatives de travaux d'utilité sociale. Et enfin, il faut mettre au point des politiques de coopération mutuellement avantageuses avec le Tiers Monde. Voilà en gros les lignes économiques d'une alternative.

Q Le PS est-il capable de cela ?

A.L. On ne peut pas balayer la question d'un revers de main en disant "non, eux sont des réformistes". Aux USA, aussi bien les tenants de l'ancien modèle que les libéraux productivistes et que les radicaux se retrouvent tous au sein du Parti Démocrate (Gary Hart, Walter Mondale, Jesse Jackson). En France dans le PS on pourrait dire qu'il y a les sociaux démocrates de type Pierre Mauroy, il y a les productivistes libéraux de type Rocard ou plus étatiste de type Chevènement, et il y a des alternatifs, qui se sont reconnus dans les Rapports Schwartz ou Taddei. Entre 81 et 85, des expériences alternatives ont donné ses chances au PS, le gouvernement a mis en place la commission Schwartz, Banlieue 89, J.P. Cot a poussé une politique nouvelle avec les O.N.G., et puis au moment de la réalisation, on a préféré "pousser" le modèle libéral productiviste,

et ne pas faire son drapeau des quelques expériences -pourtant réussies- qu'on avait financé.

Pour moi, l'expérience est ainsi faite: ce n'est pas de l'intérieur du PS que peut s'élaborer le nouveau modèle. Même dans l'intérêt de ceux qui croient que le PS pourra être un jour la couverture institutionnelle d'un autre modèle progressiste, écologiste, non productiviste, etc..., il est nécessaire qu'apparaisse une autre force politique, représentant une autre idée du progrès que la sociale-démocratie et le productivisme libéral. Dans l'Histoire il a toujours fallu que d'autres forces politiques de gauche se forment, à côté, ou "à la gauche" des anciennes, pour qu'une nouvelle conception du progrès puisse s'imposer.

Q Avez-vous été capable de le faire ?

A.L. Non. Si les électeurs ne nous ont pas jugé crédibles, il ne suffit pas d'incriminer la presse qui a eu une attitude scandaleuse, ni le PS qui a dit que le seul vote utile était le vote pour lui. C'est nous qui avons été "mauvais".

Q Quelles ont été vos fautes ?

A.L. Sectarisme entre groupuscules, pas de préparation logistique, pas de programme, pas de têtes connues pour le présenter. Ni les Verts, ni les autogestionnaires, ni les alternatifs n'avaient réfléchi sur ce qu'ils demandaient au juste. Quand j'avais des propositions précises, je ne savais pas ce qu'en pensaient les forces politiques qui me soutenaient. Donc un retard programmatique incroyable, que cette campagne a contribué à combler, car une homogénéisation a été en partie faite, le programme implicite a été mis au clair. Reste à détailler, et à abandonner les deux positionnements absurdes: pour les Verts, "ni à Droite ni à Gauche", et pour l'ancienne extrême Gauche: "à la Gauche de la gauche". C'est faux, nous sommes des forces de progrès, donc contre la droite, et nous représentons un autre modèle de développement, donc nous ne sommes pas "la gauche" du PS et du PCF. Malheureusement, pendant la campagne nous n'avons pas su nous positionner clairement.